



MAIRIE D'ALBI (TARN)

RUE DE L'HÔTEL DE VILLE – SERVICE COMMANDE PUBLIQUE
81023 ALBI CEDEX 9 – FRANCE

LA CONSULTATION CONCERNE LA CONCESSION DE SERVICE CORRESPONDANT AU C.C.
PORTANT LE N° DSP25MOB009

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

CONCESSION DE MOBILIER URBAIN À VOCATION PUBLICITAIRE ET D'INFORMATION POUR LA VILLE D'ALBI

Procédure simplifiée de passation d'un contrat de concession de service en application de l'article R3126-1 1° du code de la commande publique.

Date limite de réception des offres :
Mardi 3 juin 2025 à 12 h 00

Table des matières

1 - NATURE ET OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 - CONDITIONS ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
3 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.....	3
4 - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	4
5 - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DU COCONTRACTANT.....	4
6 - CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	4
7 - DOSSIER DE LA CONSULTATION – CAUTIONNEMENT.....	4
8 - VARIANTES.....	4
9 - DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	5
10 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	5
11 - GROUPEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
12 - SOUS-TRAITANCE.....	6
13 - DURÉE DE LA CONCESSION DE SERVICE.....	6
14 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	6
15 - PRIX DU MARCHÉ ET MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION.....	6
16 - PIÈCES ET DOCUMENTS À PRODUIRE PAR LES CANDIDATS.....	6
17 - TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
18 - CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES.....	11
19 - CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES.....	11
20 - UNITÉ MONÉTAIRE.....	13
21 - MODE ET DÉLAI DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	13
22 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14
23 - LANGUE.....	14

TOUS LES DOCUMENTS CONSTITUANT, ACCOMPAGNANT OU CITÉS À L'APPUI DE LA CANDIDATURE OU DE L'OFFRE, DOIVENT ÊTRE RÉDIGÉS EN FRANÇAIS
LOI N° 94-665 DU 04 AOÛT 1994 ET CIRCULAIRE D'APPLICATION DU 19 MARS 1996

1 - Nature et objet du marché

La consultation concerne la pose, l'exploitation, l'affichage publicitaire et d'information, l'entretien, la maintenance, le renouvellement d'un nombre maximal de 52 mobiliers urbains neufs double face dénommés « sucettes » d'une surface d'affichage publicitaire commercial fixe de 2 m² sur une face et d'un espace d'information réservée à la commune d'une surface d'affichage identique sur l'autre face. Elle comprend également la mise à disposition et l'entretien de 4 panneaux digitaux d'information de 2m².

Ces mobiliers seront implantés sur le domaine public que la ville d'Albi mettra à disposition du prestataire, ou sur des sites mis à disposition de la ville par convention.

Les abris voyageurs ne sont pas intégrés dans la présente concession, ils sont gérés par la communauté d'agglomération de l'albigeois dans le cadre d'un contrat spécifique dont le début d'exécution est distinct de celui de la présente concession.

Les prestations sont décrites dans le **Cahier des Charges (C.C.)**, inclus au dossier de la consultation.

2 - Conditions et étendue de la consultation

La procédure retenue pour la passation du contrat est une procédure simplifiée de **concession**, en application des dispositions des **articles L3121-1, R3121-5 et R3126-1 1° du code de la commande publique**.

En application de l'article L3124-1 du code de la commande publique, la collectivité négociera avec les trois meilleurs candidats classés à l'issue d'une première analyse selon les termes de l'article R3124-1 du code de la commande publique. Cette négociation pourra aussi bien porter sur les points techniques que sur les éléments financiers de l'offre.

3 - Décomposition en tranches et en lots

La consultation n'est ni allotie, ni décomposée en tranches.

4 - Spécifications techniques

Les offres doivent être établies par rapport aux **normes** applicables en France, à des normes nationales en vigueur dans un autre état membre de l'union européenne transposant les normes européennes, à des labels écologiques nationaux ou internationaux ou leurs équivalents, à des **agrément techniques européens** ou aux spécifications techniques nationales en vigueur dans un autre état membre de la Communauté européenne en matière de conception, de calcul et de réalisation des ouvrages et de mise en œuvre des produits.

5 - Obligations particulières du cocontractant

Les obligations du cocontractant sont fixées dans le Cahier des Charges.

6 - Contenu du dossier de la consultation

1. Le présent règlement de la consultation (R.C),
2. Le Cahier des Charges (C.C.),
3. L'acte d'engagement (A.E.) (adressé lors de la phase de remise des offres aux candidats retenus par la commission de délégation de service publique)
4. Le plan d'implantation des planimètres
5. Les pièces administratives (DC1, DC2)

Le candidat conservera par-devers lui le règlement de la consultation, le CC, le plan d'implantation des planimètres

7 - Dossier de la consultation – Cautionnement

Les pièces nécessaires à la consultation des candidats à ce marché leur seront remises gratuitement.

8 - Variantes

Les candidats peuvent présenter une offre variante portant sur une gamme de mobilier neuf différente de celle proposée en base, aucune offre variante proposant une alternative à la rémunération contractuelle prévue au C.C. ou relative à la durée du marché ne pourra être étudiée.

Les candidats n'ont la possibilité de présenter qu'une seule offre variante.

Le candidat devra obligatoirement répondre à l'offre de base en s'appuyant sur les caractéristiques demandées dans le C.C.

En cas de présentation d'une offre variante, celle-ci devra obligatoirement être présentée sur un Acte d'Engagement distinct de celui de l'offre de base pour pouvoir être étudiée.

9 - Durée de validité des offres

Les candidats sont liés par les offres qu'ils ont déposé jusqu'à l'expiration de leur délai de validité. Ils ne peuvent donc ni les retirer ni leur en substituer de nouvelles pendant ce délai.

Le délai de validité des offres est fixé, pour la présente consultation, à **29 (vingt neuf) mois**.

La date de départ du délai de validité des offres est la date limite de réception des plis telle que fixée à l'article 17 du présent règlement.

10 - Modification de détail au dossier de la consultation

L'administration se réserve le droit d'apporter au plus tard **7 jours avant la date limite** fixée pour la remise des offres **des modifications de détail** au dossier de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié **sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet**.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la **date limite** fixée pour la remise des offres était **reportée**, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

11 - Groupement des candidatures et des offres

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de **groupement solidaire** ou de **groupement conjoint**, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la **répartition détaillée des prestations** que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

Attention :

Pour l'exécution du contrat de concession, il est demandé expressément **que le mandataire conjoint soit solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

D'autre part, il est interdit à **un même candidat de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et à la fois en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements.**

Aucune forme de groupement n'est imposée.

12 - Sous-traitance

Le titulaire pourra sous-traiter une partie des prestations objet du contrat de concession à la condition d'avoir déclaré préalablement chaque sous-traitant et d'avoir obtenu leur acceptation par le maître de l'ouvrage.

13 - Durée de la concession de service

La **durée de la concession de service est de 8 années à compter du 1^{er} janvier 2028.**

14 - Conditions d'exécution

Les conditions d'exécution sont précisées au Cahier des Charges (C.C.).

15 - Prix du marché et modalités de sa détermination

Les conditions de prix sont précisées au Cahier des Charges (C.C.).

16 - Pièces et documents à produire par les candidats

Les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat dans les conditions fixées aux articles L3123-18 et suivants du Code de la commande publique. Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Les candidats produiront les éléments indiqués ci-dessous:

16.1 – Le dossier de candidature

CHACUN DES CANDIDATS DEVRA PRODUIRE À L'APPUI DE SA CANDIDATURE :

- 1- La **lettre de candidature**, établie sur l'imprimé « DC1 » joint au dossier de consultation ;
- 2- La **déclaration du candidat**, jointe au dossier de consultation, établie sur l'imprimé « DC2 » ;
- 3- L'**état annuel des certificats reçus** ou la **liasse fiscale n° 3666 accompagnée de l'attestation URSSAF**, ou une **déclaration sur l'honneur**, dûment datée et signée, d'avoir souscrit, au 31 décembre 2024, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et avoir effectué le paiement des impôts et cotisations exigibles à cette date ;

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils sont pressentis, au terme de la procédure, ils devront, pour être retenus, fournir obligatoirement, dans le délai imparti, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière d'impôts et de cotisations sociales.

Le candidat établi dans un état membre de l'union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles prévues pour le candidat établi en France.

- 4- Si le candidat est en **redressement judiciaire**, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et la justification de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- 5- La déclaration qu'il (le candidat) n'a pas fait l'objet d'une **interdiction** de concourir ;
- 6- Une attestation sur l'honneur en application des articles L3123-1 à L3123-5 du code de la commande publique qu'il (le candidat) n'a pas fait l'objet d'une interdiction de soumissionner visée à ces articles
- 7- **Capacité financière** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de la consultation réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ; Bilans et comptes de résultats concernant la part d'activité relative au domaine de la présente consultation pour les trois derniers exercices clos ou tout autre document reprenant les mêmes données. Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par la Commune s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.
- 8- **Capacité technique** : Les références du candidat en matière de prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années ; en indiquant, le contenu des prestations, les tarifs pratiqués, montant du chiffre d'affaires, le mode de fonctionnement, la nature contrat, la date et la durée et le bénéficiaire. Ces références devront être présentées à l'appui de certificats de capacité du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat précisant les coordonnées téléphoniques d'un interlocuteur représentant le donneur d'ordre
- 9- Un dossier sur les moyens techniques, humains et matériels de l'entreprise ;

L'inexactitude des renseignements prévus aux 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 est susceptible d'entraîner des sanctions.

10- Le(s) document(s) relatif(s) aux **pouvoirs** de la personne habilitée pour engager le candidat ;

Possibilité de fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne. Le **Service DUME** est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4 de la Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers ou du programme « Marché Public Simplifié » (MPS) développé par le Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique (SGMAP) permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par **les interdictions de soumissionner**.

16.2 – L'offre (pour les candidats retenus par la commission de délégation de service public)

CHACUN DES CANDIDATS QUI AURA ÉTÉ RETENU PAR LA COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC SERA INVITÉ À PRODUIRE, À L'APPUI DE SON OFFRE :

1° - L'acte d'engagement relatif à l'offre de base dûment complété et signé ;

En cas de présentation d'une offre variante portant sur du mobilier neuf de gamme différente, il devra également fournir un **acte d'engagement relatif à l'offre variante** dûment complété et signé,

2° - Un mémoire technique et financier présentant l'ensemble des prestations sur lesquelles s'engage le candidat, en mentionnant les moyens techniques et en personnel mis à disposition, les différents délais d'intervention et de mise en oeuvre, le contenu exhaustif des prestations à réaliser (avec notamment le descriptif précis de l'ensemble des travaux qui seront réalisés lors de la pose, du déplacement, ou de la dépose définitive des mobiliers), le montant de la redevance annuelle qui sera versée y compris les modalités de remboursement des consommations d'énergie.

En cas de présentation d'une offre variante portant sur du mobilier neuf de gamme différente, il devra également fournir **un mémoire technique spécifique à l'offre variante**,

3° - Un descriptif technique des mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement qui seront mis en oeuvre avec photos couleurs, description des matériaux, modalités d'entretien, ...

Pour les dispositifs éclairés et numériques : présentation des consommations d'énergie en kw/h, ...

Pour les mobiliers digitaux une présentation détaillée des modalités de gestion des informations et du contenu des écrans, spécifiant l'ensemble des formats photos, vidéos, web acceptés ; la gestion des messages dynamiques, ... ainsi que les conditions d'administration par mobilier

En cas de présentation d'une offre variante portant sur du mobilier neuf de gamme différente, il devra également fournir **un descriptif technique avec photos des mobiliers spécifiques à l'offre variante**,

17 - Transmission des candidatures et des offres

Les candidats ne pourront adresser leur offre que par dépôt électronique sur le profil d'acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>

Les dépôts sous format « papier » ne sont plus autorisés, toute offre papier (hors copie de sauvegarde) sera automatiquement rejetée.

En application des articles L2132-2 et R2132-1 à R2132-6 du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et répondre de manière électronique via le site Internet <https://webmarche.adullact.org/>

Le retrait du DCE n'oblige pas le soumissionnaire à déposer une offre.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, les soumissionnaires doivent impérativement tenir compte des indications suivantes.

1. Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises

Vous pouvez télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises de la consultation référencée soit de manière anonyme, soit en vous inscrivant. Attention vous ne serez avertis en cas de modification de la consultation ou de réponses à des questions posées que si vous vous êtes inscrits.

En cas d'inscription, le soumissionnaire doit renseigner obligatoirement pour télécharger le DCE :

- le nom, prénom, fonction et adresse de la personne physique effectuant le retrait du DCE électronique.
- Une adresse électronique valide afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications.

Afin de pouvoir décompresser, lire et imprimer les documents mis à disposition par la personne publique, le soumissionnaire doit disposer d'un poste de travail en environnement Windows, muni :

- Soit des logiciels permettant la lecture des fichiers aux formats énumérés au 3 « Formats des fichiers électroniques échangés ».
- Soit de visionneuses.

2. Conditions d'envoi des offres électroniques

2-1 Conditions d'envoi

En application des articles R3122-10 et R3126-7 du code de la commande publique, les candidats doivent remettre candidature et offre de façon dématérialisée.

Le contenu de l'offre dématérialisée doit être conforme aux préconisations du présent article du Règlement de Consultation relatif à la présentation des propositions.

2-2 Authentification

Les plis devront être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées à l'article 1316 à 1316-4 du code civil. La famille des certificats électroniques utilisés par le soumissionnaire doit être référencée par le Ministère chargé de la réforme de l'Etat (liste disponible à l'adresse suivante : [HTTP://WWW.ENTREPRISES.MINEFI.GOUV.FR/CERTIFICATS/](http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/)). Ces certificats devront être en cours de validité à la date de la signature. Les frais d'acquisition d'un certificat électronique sont à la charge du candidat.

2-3 Pré-requis et procédure

Pour déposer sa candidature et son offre par voie électronique, le candidat devra :

- Disposer d'un environnement Windows 2000 ou supérieur
- Disposer d'un navigateur Internet Explorer 5.5 ou supérieur (cryptage 128 bits)
- Disposer d'un accès à Internet dont les frais resteront à sa charge
- Déposer sa candidature et son offre sur le site [HTTPS://WEBMARCHE.ADULLACT.ORG/](https://webmarche.adullact.org/) le candidat constitue ses plis, les date, les signe et les dépose sur le coffre-fort informatique de manière sécurisée avec chiffrement (cryptage) automatique.

2-4 Antivirus

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre sera traité préalablement par le candidat par un antivirus régulièrement mis à jour. Conformément à l'arrêté n° NOR : ECOM0620009A du 28 août 2006, tout fichier contenant un virus qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu.

2-5 Date limite de remise des plis

Le dépôt électronique doit obligatoirement être réalisé et terminé avant la date et l'heure limites indiquées dans le présent règlement de consultation. Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Il est conseillé de procéder au dépôt électronique plusieurs heures avant la limite indiquée dans ce règlement de consultation.

3. Formats des fichiers électroniques échangés

Les formats des fichiers électroniques échangés entre la personne publique et les soumissionnaires doivent appartenir à la liste exhaustive suivante :

Typologie des fichiers	Extensions correspondantes
▪ le format PDF (mode non révisable)	.pdf
▪ le format texte universel (mode révisable)	.rtf
▪ le format bureautique ouvert ODF (mode révisable, format ouvert, normalisé ISO)	.odt pour les textes .ods pour les feuilles de calcul .odp pour les présentations de diaporama .odg pour les dessins et graphiques
▪ le format bureautique propriétaire de Microsoft (mode révisable)	.doc ou .docx pour les textes .xls ou .xlsx pour les feuilles de calcul .ppt ou .pptx pour les présentations de diaporama
▪ le format de CAO « OpenDWG » (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format PDF 1.7 (mode non révisable, normalisé ISO, conservation des calques)	.dxf
▪ le format propriétaire DWG (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques ou le format propriétaire DWF (mode non révisable)	.dwg
▪ les formats images JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies, pour les images	.jpg .png .tif
▪ les formats audio MP3 (format compressé - qualité ordinaire) ou WAV (format non compressé - haute qualité) pour les fichiers sonores	.mp3 .wav
▪ Le format vidéo MPEG-4	.mp4

Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type 7-zip ou .zip.

Le pli électronique contiendra l'ensemble des pièces listées aux articles 16.1 dans un premier temps et au 16.2 en cas de candidature retenue dans un second temps

La date limite de réception des plis (candidatures) est fixée au :

Mardi 3 juin 2025, à 12 heures 00.

Les plis qui seront reçus après cette date et heure limite ne seront pas examinés.

△ Attention : Les offres devront obligatoirement être **établies sur les imprimés fournis par l'administration ou à partir de ces documents mais sans y apporter de modification.**

Tout complément utile et/ou toute modification devront être apportés sur **un document annexe présentant les ajouts ou suppressions proposés par le candidat.**

18 - Critères de sélection des candidatures

La collectivité éliminera les candidats dont le dossier de candidature est incomplet ;

Conformément aux dispositions des articles L 3123-18 du code de la commande publique et L 1411-5 du CGCT, les critères de sélection des candidatures seront les suivants :

- Garanties professionnelles et financières ;
- Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L 5212-1 à L 5212-4 du code du travail
- Aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

19 - Critères de sélection des offres

En application des articles L3123-1 à L3123-5 du code de la commande publique, sont exclues de la procédure de passation des contrats de concession :

- les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 À 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 À 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 À 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 À 441-7, 441-9, 445-1 À 445-2-1 ou **450-1** du code pénal, aux articles **1741 À 1743, 1746 ou 1747** du code général des impôts, et pour les contrats de concession qui ne sont pas des contrats de concession de défense ou de sécurité aux articles **225-4-1 et 225-4-7** du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des contrats de concession de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

L'exclusion de la procédure de passation des contrats de concession au titre du présent article s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation.

- les personnes soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article **L. 640-1** du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- les personnes qui font l'objet, à la date à laquelle l'autorité concédante se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles **L. 653-1** À **L. 653-8** du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

- les personnes admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article **L. 631-1** du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, et qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la période prévisible d'exécution du contrat de concession.

- les personnes qui ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles **L. 8221-1**, **L. 8221-3**, **L. 8221-5**, **L. 8231-1**, **L. 8241-1**, **L. 8251-1** et **L. 8251-2** du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article **L. 1146-1** du même code ou de l'article **225-1** du code pénal ;

- les personnes qui au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du contrat de concession, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article **L. 2242-1** du code du travail ;

- les personnes qui ont été condamnées au titre du 5° de l'article **131-39** du code pénal ou qui sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés publics.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter de la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de **L'ARTICLE 775-1** du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation du 2° de l'article **L. 2242-1** du code du travail et, enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Cette exclusion n'est pas non plus applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles **132-31** ou **132-32** du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles **132-58** À **132-62** du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article **132-21** du code pénal ou des articles **702-1** ou **703** du code de procédure pénale.

- les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article **L. 8272-4** du code du travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article **775-1** du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Les offres non conformes à l'objet de la concession ou aux prescriptions du C.C. seront éliminées.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères de choix tels que définis et pondérés ci-dessous :

Qualité technique de l'offre : 55 % déclinée sous les aspects suivants :

- Qualité des prestations de pose, déplacements, et de dépose : 10 %
- Qualité des prestations d'exploitation y compris sur les panneaux numériques (logiciels, ergonomie ...), prestations d'entretien et de maintenance : 15 %
- Qualités esthétiques, appréciées au regard des données du C.C., notamment en termes de qualités d'intégration la plus discrète des mobiliers dans le tissu urbain : 15 %
- Caractéristiques des mobiliers en termes de robustesse et de traitements des matériaux utilisés (résistance, notamment aux actions de vandalisme, traitements anti graffiti,... l'ensemble étant apprécié par rapport aux données fixées au C.C.) : 8 %
- Qualités des mobiliers en matière de protection de l'environnement, appréciées par rapport aux matériaux, aux conditions d'entretien et à la consommation électrique : 7 %

Montant de la rémunération contractuelle proposée au regard de la redevance présentée : 30 %

Délai d'installation de l'ensemble des dispositifs : 15 %

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue après négociation telle que prévue à l'article 2 du présent règlement de consultation.

20 - Unité monétaire

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire « euro ».

21 - Mode et délai de règlement du marché

La collectivité émettra un titre de recettes deux mois après le début d'exécution du contrat, soit fin février 2020. Les titres de recettes relatifs aux exercices suivants seront établis annuellement à la date anniversaire avec application des révisions de prix telles que décrites dans le C.C.

Le titre de recettes correspondra au montant forfaitaire révisé du loyer annuel, au remboursement forfaitaire des dépenses d'énergie électrique calculé au coût du kw/h facturé par EDF à la collectivité et en vigueur à la date de l'émission du titre de recette, augmenté le cas échéant des pénalités de retard prévues dans le C.C. et applicables au cours de l'année écoulée.

Le titulaire disposera de 30 jours calendaires pour procéder à son paiement à compter de la date de réception du titre de recette.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour la collectivité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de

calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

22 - Renseignements complémentaires

Attention : Les demandes de renseignement devront obligatoirement être formulées par écrit afin qu'une réponse écrite puisse être apportée à l'ensemble des candidats qui se seront enregistrés sur la plateforme de dématérialisation de la ville d'Albi, et ce afin de garantir l'égalité de traitement des candidats.

Pour tout renseignement relatif à cette consultation, les candidats pourront s'adresser, jusqu'à la date et l'heure limites de réception des candidatures telles que fixées à l'article 17 du présent règlement, par l'intermédiaire du profil acheteur de la ville d'Albi : <https://webmarche.adullact.org/>

23 - Langue

Tous les documents constituant ou accompagnant le marché doivent être rédigés en français.